

Recherches sociographiques



Gilles HARVARD, *La grande paix de Montréal de 1701. Les voies de la diplomatie franco-amérindienne*

Jan Grabowski

Volume 35, Number 3, 1994

Les autochtones

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056906ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056906ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Grabowski, J. (1994). Review of [Gilles HARVARD, *La grande paix de Montréal de 1701. Les voies de la diplomatie franco-amérindienne*]. *Recherches sociographiques*, 35(3), 609–612. <https://doi.org/10.7202/056906ar>

COMPTES RENDUS

Gilles HAVARD, *La grande paix de Montréal de 1701. Les voies de la diplomatie franco-amérindienne*, Montréal, Recherches amérindiennes au Québec, 1992, 222 p.

Le livre de Gilles Havard est le huitième de la collection «Signes des Amériques» publiée par la revue *Recherches amérindiennes au Québec*. Malgré son titre peu révélateur, il s'agit d'un ouvrage novateur et important, fondé sur une approche pluridisciplinaire combinant l'histoire et l'anthropologie. Il s'insère dans le cadre des recherches amérindiennes qui connaissent un essor considérable et une production historiographique prodigieuse. Dans son introduction, l'auteur note entre autres qu'«il n'y a pas encore eu de travaux d'ensemble sur les relations entre la Nouvelle-France et les nations des Grands Lacs» (p. 3). Or, l'étude magistrale de Richard WHITE vient de combler cette lacune.

Le traité de paix conclu en 1701 entre la colonie française et les nombreuses nations amérindiennes marque la fin des guerres «iroquoises» qui avaient ravagé les Cinq Nations ainsi que la Nouvelle-France tout au long du XVII^e siècle. Les études précédentes faisaient état des objectifs de la politique française et présentaient les personnages clés pour la réussite des négociations diplomatiques. L'auteur de la «Grande Paix» pour sa part nous dresse une image beaucoup plus nuancée et complexe. Le gouverneur général de la Nouvelle-France, Louis Hector de Callière, le gouverneur de Montréal, Philippe de Rigaud de Vaudreuil, ou Paul le Moyne de Maricourt jouent toujours un rôle important, mais à leurs côtés, on voit les chefs indigènes comme Kondiaronk, Chinoguessi ou Tonatakout qui poursuivent, au nom de leur peuple respectif, des objectifs bien définis. Chaque nation amérindienne acquiert son identité. Il n'y est plus question de négociation bi- ou tri-polaire entre les Français, les Iroquois et les nations des Pays d'en Haut. La mosaïque diplomatique comprend des dizaines de nations qui doivent en arriver à une entente pour que la paix soit faisable.

Le livre se divise en trois parties dont chacune contient trois chapitres. La première partie, intitulée «Le théâtre politique et diplomatique», nous introduit dans le monde de la diplomatie amérindienne. Avant de commencer les pourparlers, il faut «essayer» les larmes de ses ennemis. Les Amérindiens «pleurent» leurs morts et «couvrent» leurs dépouilles de présents. La diplomatie à l'amérindienne repose aussi sur l'habileté rhétorique des orateurs, soigneusement choisis. On attache une attention particulière aux colliers de wampum dont la couleur et la grandeur ont une valeur symbolique, et qui confirment le message transmis verbalement (p. 23). Pour réussir dans le monde amérindien, les Français doivent, alors, reconnaître l'importance attribuée aux cadeaux (présents) offerts lors de chaque «harangue»

diplomatique. Il s'avère que pour fortifier l'alliance avec les indigènes, les Européens adoptent plusieurs éléments de leur tradition politique. Le mot « alliance » entraîne, quant à lui, quelques problèmes d'interprétation. Les Français, ainsi que les Anglais, insistent pour qu'on reconnaisse leur prépondérance au sein de leurs alliances respectives. La Nouvelle-France se considère « protectrice » des nations d'en Haut et, pareillement, la Nouvelle-York veut se nommer dominante au sein de la Chaîne du Covenant qui la lie à la Confédération iroquoise des Cinq Nations. Il n'en est rien dans les faits. Les indigènes, jusqu'à la fin de l'époque coloniale, entrent en égaux dans les pourparlers diplomatiques avec les Européens. Durant la période en question, les Européens ont un besoin urgent de l'appui (au moins de la neutralité) des Amérindiens. La Nouvelle-France commence, après 1665, à bâtir son empire à l'Ouest. À cause de sa faiblesse militaire, la viabilité de l'entreprise dépend surtout de la bonne volonté et de la collaboration des Ojibwés, Miamis, Illinois, Renards et autres nations d'en Haut.

De surcroît, les stratèges coloniaux français doivent s'assurer que les nations en question n'entretiennent pas des contacts amicaux avec les Iroquois et les Anglais. Selon Havard: « pour la Nouvelle-France, les alliances amérindiennes ne constituaient rien moins que la clef de la survie en Amérique du Nord » (p. 33). L'alliance fut également cruciale pour les Amérindiens, quoique pour d'autres raisons. C'est avant tout l'attrait commercial des Français qui renforce l'attachement des indigènes à cette alliance. Les postes français sont proches des villages indiens et offrent une gamme de marchandises européennes incluant les armes à feu nécessaires pour la guerre continue contre les Iroquois.

Les guerres iroquoises sont, selon l'auteur, le facteur déterminant dans le déroulement des pourparlers diplomatiques à l'Ouest. Pour une grande majorité de lecteurs québécois, ces guerres rappellent Dollard-des-Ormeaux et le triste sort de Lachine en 1689. En réalité, l'assaut principal des Cinq Nations s'est dirigé vers l'Ouest où les Iroquois ont conquis un vaste territoire au nord du lac Ontario et ont dominé plusieurs nations. Cependant, à partir des années 1680, les alliés occidentaux de la Nouvelle-France mènent une contre-offensive vigoureuse pour arracher aux Iroquois le sud de l'Ontario. Une décennie plus tard les villages tsonnontouans (Seneca) se voient assiégés par les nations d'en Haut. Les Tsonnontouans, les Goyoguins, les Onneiouts, les Onnandagués et les Agniers doivent amorcer des négociations.

Trop souvent les historiens décrivent la Confédération iroquoise comme une organisation unie. Havard souligne, avec raison, que chacune des cinq nations iroquoises faisait face à des défis différents. Vers 1695, la situation des Tsonnontouans devenait progressivement insupportable, tandis que pour leurs frères à l'est de la ligue, les Agniers, le danger semblait moins immédiat.

La deuxième partie du livre, intitulée « Négociations tous azimuts, 1697-1701 », dresse le bilan des tentatives diplomatiques menant à la Grande Paix de Montréal.

Le climat est propice à la paix. Le traité de Ryswick (1697), qui met un terme aux hostilités entre la France et l'Angleterre, prive les Iroquois du soutien militaire (plutôt théorique) des Anglais. Les administrateurs coloniaux de la Nouvelle-France veulent saisir l'occasion et conclure la paix générale qui impliquerait à la fois les Iroquois, la colonie laurentienne et les nations d'en Haut; pour eux, il est important que les Iroquois signent le traité sans l'entremise des Anglais, contrairement aux souhaits des députés britanniques. Les années 1698-1700 abondent de paix séparées de courte durée. Néanmoins, grâce aux efforts des chefs amérindiens comme Kondiaronk, Teganissorens et des stratèges français, un

consensus se dégage. Au printemps 1701, les Cinq Nations iroquoises et les nations d'En Haut s'accordent pour tenir une conférence de paix à Montréal.

La troisième partie intitulée «La conférence de Montréal. Été 1701» porte sur l'événement même. À la veille de la rencontre, quelque 1 300 Amérindiens descendent à Ville-Marie. La métropole canadienne devient un carrefour de différentes cultures. Toute la société montréalaise y participe. Dans un climat de conciliation et de paix, on amorce les pourparlers qui dureront plus de deux semaines. Au début du mois d'août «l'arbre de paix est planté». Il n'y a ni vainqueurs ni vaincus. Il s'agit plutôt d'un *modus vivendi* acceptable pour tous les participants. Les nations des Grands Lacs s'affirment dans leur position dominante à l'Ouest. Elles n'ont plus besoin de la force militaire française pour contrer un expansionnisme iroquois désormais inexistant (p. 175). Les Iroquois doivent renoncer définitivement à leurs ambitions impériales à l'Ouest mais gardent leur position privilégiée entre la Nouvelle-France et les colonies anglaises. Leur neutralité en cas de guerre entre les puissances européennes ne peut qu'accroître leur importance relative. Les Cinq Nations bénéficient aussi d'un accès au marché français au Fort Frontenac, à Détroit et à Montréal. Pour la Nouvelle-France la Grande Paix signifie la fin de la menace iroquoise. Le réseau des alliances autochtones paraît réaffirmé. Cependant, conclut Havard «la paix contraint en effet "Onontio" (le gouverneur général) à respecter davantage l'activité diplomatique et commerciale du peuple de Teganissorens [Iroquois], et la "grande Alliance", née du traité de Montréal, qui réunit Français, Cinq Nations et Amérindiens des Pays d'En Haut, constitue bel et bien une arme politique à double tranchant» (p. 175).

L'étude, élaborée à partir d'un mémoire de maîtrise, se fonde, avant tout, sur la correspondance officielle envoyée en France par les autorités canadiennes (AN. Paris, Col. série C11A). Or, la série C11A pose les problèmes d'interprétation communs à ce type de sources. Les lettres et mémoires expédiés à Paris avaient pour but non seulement d'informer les autorités métropolitaines mais aussi de faire la promotion personnelle de leurs auteurs. Souvent, les administrateurs coloniaux dressaient une image trop pessimiste du développement colonial afin d'obtenir une aide accrue de la métropole. L'auteur affirme que le marché anglais à Albany, grâce aux prix avantageux, attirait les nations de l'Ouest (p. 40, 43). Pour que cette affirmation soit crédible, il faudrait tenir compte de la réalité new-yorkaise. Cependant, les sources anglaises font état de l'absence apparente des nations des Grands Lacs à Albany non seulement dans la période en question, mais également deux décennies plus tard, vers 1720.

Il semble aussi que l'auteur pose un jugement mal fondé sur quelques nations de l'Ouest. Selon lui «les Sakis et les Miamis ont été des alliés plus sûrs pour la Nouvelle-France que ne le furent les Renards et les Mascoutens» (p. 89). Or, rien n'indique que cette hypothèse soit valable pour la dernière décennie du XVII^e siècle. Le conflit qui opposera les Renards aux Français est lié à la fondation de Détroit et ne prendra d'ampleur qu'après 1710. Par contre, les Miamis faisaient à cette époque l'objet d'inquiétude de la part des autorités coloniales à cause de meurtres de Français.

Ces remarques n'enlèvent rien à la valeur de l'ouvrage qui permet de mieux saisir le monde complexe de la diplomatie coloniale. Grâce à Gilles Havard, nous sommes en mesure d'apprécier l'importance et la diversité des peuples autochtones dans l'univers colonial. Un

des atouts indéniables du livre demeure aussi son iconographie qui, par sa richesse et sa variété, complète le texte.

Jan GRABOWSKI

*Département d'histoire,
Université de Montréal.*

Gilles BOILEAU, *Le silence des Messieurs. Oka, terre indienne*, Montréal, Éditions du Méridien, 1991, 286 p.

Les événements de l'été 1991 ont fait couler beaucoup d'encre. D'abord dans la presse écrite pendant les longs mois du siège des territoires autochtones et, depuis, lors de colloques, dans des revues spécialisées et des livres. Malgré cette avalanche de mots, on attend encore une analyse scientifique et désintéressée des causes profondes de la crise, des responsabilités des différentes parties en cause et des enjeux. Le livre de Boileau cherche à comprendre le sens des événements en les situant dans une continuité historique et à rendre justice aux Indiens (p. 269). Le second objectif a pris le pas sur le premier et le résultat est une polémique ennuyante qui condamne les sulpiciens d'autrefois et les autorités gouvernementales contemporaines.

L'auteur s'attarde longuement à établir que les sulpiciens ont agi malhonnêtement envers les Autochtones et les ont dépouillés des terres au lac des Deux-Montagnes qui devaient leur permettre de survivre en tant que peuple. Les déplacements successifs de la mission sulpicienne de la Montagne vers le Sault-au-Récollet (1696) et ensuite, au Lac (1721) sont décrits comme des stratégies uniquement destinées à accroître le patrimoine foncier des Messieurs et à exploiter le travail des Autochtones à leur profit. Certes, plusieurs documents accablants pour le Séminaire de Montréal y sont présentés, mais toujours sans tenir compte du contexte historique. L'évangélisation des Autochtones n'est pas le seul objectif des sulpiciens et pour apprécier leurs politiques, il faut les situer dans une logique de développement colonial. La gestion seigneuriale sulpicienne fut empreinte de rigueur et cherchait à rendre autonome et à garantir l'avenir de la communauté; les études sérieuses de Louise DECHÊNE, Christian DESSUREAULT et Brian YOUNG entre autres l'ont bien démontré. Cependant, l'auteur va trop loin en insinuant que la recherche de profits primait sur toute autre considération chez les supérieurs du Séminaire de Montréal.

Boileau insiste beaucoup, et avec raison, sur le fait que les sulpiciens refusèrent d'octroyer des titres aux Autochtones qui défrichaient et exploitaient les terres. Cette politique et celle qui attribuait les plus belles terres de la seigneurie aux colons blancs sont perçues comme les grands responsables de l'état de dépendance dans lequel se trouvent les Iroquois de Kanesatake aujourd'hui. Mais il ne faut pas juger les actions des hommes du passé à l'aune des valeurs contemporaines. Le relativisme culturel est un concept récent et il